

Décembre 2024



EURP – Pas de demande rétroactive après le départ de Suisse

Si un retournant a refusé l'EURP, s'il n'a pas rempli toutes les conditions de participation à EURP ou que sa demande de participation n'a pas été approuvée avant son départ de Suisse, il ne pourra rien prétendre après son retour en Türkiye.

En effet, malgré l'existence des demandes rétroactives dans le cadre de l'EURP, ce sont les États membres qui décident de la manière dont l'EURP est mis en œuvre, conformément à leurs procédures et à leur législation nationale. Ainsi, cette option n'est pas disponible en Suisse, car dans le système suisse d'aide au retour, la demande doit être déposée **avant** le départ.

Le projet-pilote EURP pour la Türkiye du SEM, lancé en octobre 2022, compte à ce jour 389 participants, dont 364 départs jusque fin octobre 2024.



Reminder : Changements de personnel CVR

Prière de ne pas oublier d'annoncer à Christa Burger les changements de personnel au sein des CVR. Elle saisit les changements dans la liste des CVR et dans la liste de distribution des mails pour les CVR. La liste est mise en ligne à l'endroit habituel dans le domaine protégé CVR : [Conseil en vue du retour \(admin.ch\)](#)



L'OIM visite plusieurs CVR au cours du premier semestre 2025

L'OIM est le partenaire éprouvé du SEM, notamment dans le domaine de la réintégration. Outre l'échange personnel avec les conseillers, très important pour une collaboration sans faille, les visites prévues par l'OIM au cours du premier semestre 2025 serviront également à un échange d'informations et d'idées sur le retour volontaire au départ du canton et sur la manière de continuer à le promouvoir dans le cadre du groupe de travail Retour et communication (RüKo). L'OIM contactera individuellement les CVR afin de convenir d'un rendez-vous.

Nous vous remercions d'avance de votre intérêt. Pour toute question, veuillez contacter directement l'OIM (cnehme@iom.int).



Nombre provisoire des départs 2024

Le 20 janvier 2025, le SEM extraira d'eRetour tous les protocoles d'activité des services-conseils en vue du retour cantonaux afin de se faire une première idée des départs volontaires en 2024. C'est pourquoi nous vous prions de contrôler provisoirement vos cas et vos consultations dans eRetour et d'annoncer la fin de ces démarches à alexander.gisler@sem.admin.ch jusqu'au vendredi **17 janvier 2025** au plus tard.



Versement de l'aide matérielle en USD pour l'année 2025

La devise de référence pour les paiements de l'OIM sur place est le dollar US. La conversion CHF/ USD se fait selon le cours monétaire fixé par l'administration fédérale des finances pour l'année 2025. **CHF 1'000 correspondent à un montant de USD 1'176**, cela signifie que CHF 3'000 correspondent à USD 3'529 et CHF 5'000 à USD 5'882. Pour la conversion USD/ monnaie locale (devise de paiement) le cours de change mensuel de l'OIM sera appliqué.



GT FaM : participant(e)s recherché(e)s !

La devise. Le groupe de travail Familles et Mineurs (FaM) recherche deux collaborateurs des CVR qui souhaiteraient participer et représenter les conseils en vue du retour à la prochaine réunion (vraisemblablement en février 2025). A cette occasion, le GT travaillera sur les entretiens de départ, la communication avec les enfants, et cherchera des pistes de solutions pour responsabiliser les parents sur les conséquences d'un retour forcé et encourager le retour volontaire. Une représentation des CVR est vivement souhaitée pour bénéficier de l'expérience en matière de conseil au retour et ainsi alimenter les réflexions. Les personnes intéressées peuvent s'annoncer auprès de Leila Jaccard (leila.jaccard@sem.admin.ch, 058 483 97 96) jusqu'au mardi **17 décembre 2024**.



Flat Funding 2025

En 2025, le SEM financera des bureaux de l'OIM en Géorgie (nouveau), en Irak, au Nigeria et au Sri Lanka. Dans ces pays, les rapatriés qui ont élaboré une proposition de projet peuvent suivre une formation commerciale ou, dans le cas de la Géorgie, bénéficier dans certains cas d'un suivi médical ou de l'aide nécessaire à la réintégration dans les structures étatiques.